

BILLET DES SOCIALISTES DE LA COMMISSION DES FINANCES



AIDER LES COLLECTIVITÉS, NOTAMMENT RURALES : UN ENJEU DÉMOCRATIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Notre pays traverse aujourd'hui une séquence politique inédite qui suscite, à juste titre, des inquiétudes parmi la population et les décideurs locaux. La chute du gouvernement, en décembre dernier, a conduit à l'instauration du dispositif dit des « services votés ». En pratique, cela signifie que plusieurs catégories de dépenses, notamment discrétionnaires, ne peuvent plus être engagées.

Pour nos collectivités, les conséquences sont immédiates. Depuis le 1^{er} janvier, des dispositifs essentiels, tels que la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ou encore le Fonds Vert – dont la récente baisse des crédits a suscité de vives réactions – ne sont plus opérationnels.

Sans revenir sur les raisons de la censure, imputables en grande partie, sinon exclusivement, au camp présidentiel, force est de constater que cette situation prive les collectivités de deux mois de ces dotations cruciales. Le gouvernement Bayrou refuse en effet d'envisager un rattrapage budgétaire et a opté, au vu et au su de tous, pour une politique de coupes budgétaires assumées.

Face à cette situation complexe, notre groupe politique agit pour soutenir concrètement l'ensemble des territoires de notre pays ainsi que les populations aujourd'hui fragilisées et légitimement inquiètes.

Il est impératif que notre pays se dote rapidement d'un budget adapté aux besoins des territoires, même si notre famille politique n'est pas majoritaire au Parlement. Nous nous engageons à défendre les projets d'investissement des collectivités territoriales en négociant point par point chaque mission et programme budgétaires.

Dans ce contexte d'incertitudes politiques et économiques, nous devons veiller à préserver le rôle des collectivités, qui demeurent le premier investisseur public. Mieux encore, elles doivent être utilisées comme un levier économique et social, tout en accélérant la transition environnementale que l'État tarde encore à mettre en œuvre.

Frédérique Espagnac, sénatrice des Pyrénées-Atlantiques